

Le phénomène de la transhumance politique s'accélère au Burundi

PANA, 09 septembre 2012 Bujumbura, Burundi - Le phénomène de la transhumance politique est accéléré ces derniers temps dans l'ambiance pré-électorale au Burundi. Samedi encore, le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir) a accueilli et habillé de ses couleurs blanches, vertes et rouges plus de 2.000 nouveaux adhérents en provenance de formations de l'opposition. Face à l'hémorragie dont souffre l'opposition depuis les dernières élections générales de 2010, le président du CNDD-FDD, Pascal Nyabenda, a trouvé "normal", lors des cérémonies d'accueil de nouveaux adhérents, qu'un parti "aussi bien organisé et fort" attire tant de monde.

Aux "transhumants" qui attendent en retour des avantages quelconques, le leader du CNDD-FDD a cependant averti que c'est plutôt le parti qui attend d'eux des contributions à son édification, et non l'inverse. "Demandez-vous plutôt vous allez faire pour le parti et non ce qu'il va faire pour vous", a-t-il insisté. Le pays compte, sur le papier, pas moins de 43 partis officiellement agréés mais dont ceux qui se sont déjà remis de la débâcle électorale de 2010 pour reprendre une vie politique active et visible sur le terrain se comptent sur le bout des doigts d'une main. La plupart des partis politiques dont les activités sont en veilleuse se plaignent tantôt d'entraves administratives, tantôt de manque de moyens financiers, ce qui pousse parfois leurs cadres et militants à aller voir ailleurs. Concernant la question des moyens de fonctionnement, la solution pourrait venir du projet de loi en préparation sur le statut des partis politiques de l'opposition. Le projet de loi prévoit, entre autres, de les doter de subsides de l'Etat, mais à la condition expresse de réaliser un score électoral d'au moins 5% au niveau national. Lors des précédentes élections générales de 2010 [boycottées par les principales formations de l'opposition, Ndir], une vingtaine de partis politiques s'étaient présentés à la présidentielle, mais seuls le CNDD-FDD, l'Unité pour le progrès national (UPRONA, ancien parti unique) et une dissidence du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, ex-parti au pouvoir) avaient réalisés des scores leur permettant de siéger aujourd'hui au Parlement et jouir des avantages légaux. Les prochaines élections générales prévues pour 2015 et le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a donné le ton, lors du message du 26 août 2012 à la nation portant sur le deuxième anniversaire de son second mandat à la tête du pays, de se préparer déjà pour les échéances de 2015 afin qu'elles puissent se passer de contestations, comme en 2010 où le CNDD-FDD n'a laissé des miettes aux autres formations politiques.